

Objet : Concours de maîtrise d'œuvre pour CTI

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit septembre deux mille vingt-trois, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le vingt septembre deux mille vingt-trois, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Commercy

Etaient présents :

Boncourt-sur-Meuse : GUEPET Yann *suppléant de LARDE Philippe* ; **Bovée-sur-Barboure :** LEROUX Dominique ; **Boviollles :** LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines :** TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux :** CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte :** LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines :** KERCRET Brigitte ; **Chonville-Malaumont :** LANTERNE Bruno ; **Commercy :** BARREY Patrick, CAHU Gérald, GENARD Angélique, GUCKERT Olivier, KIEFER Sandrine, LEFEVRE Jérôme, LEMOINE Olivier, REYRE Benoit, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville :** BIZARD Michel ; **Dagonville :** WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse :** ANTOINE Fabienne ; **Euville :** FERIOLI Alain, GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt :** BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny :** DAL ZOTTO *suppléante de FILLION Jean-Charles* ; **Laneuville-au-Rupt :** FURLAN Jacques ; **Lérrouville :** HUMBERT Jean-Claude, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure :** PETITJEAN Joël ; **Mécrin :** MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Grand :** WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit :** DUVAL Didier ; **Nançois-Le-Grand :** ORBION Mathieu *suppléant de SCHMITT Robert* ; **Ourches-sur-Meuse :** GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte :** ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse :** MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy :** LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire :** BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse :** POTIER Rémi ; **Saulvaux :** ETIENNE Gilles ; **Sauvigny :** HENRY Jean Luc ; **Sepvigny :** MARCHAND Éric ; **Troussey :** GUILLAUME Alain ; **Ugny-sur-Meuse :** FIGEL Régis ; **Vadonville :** AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs :** GEOFFROY Alain, FAVE Francis, GUERILLOT Virginie, HOCQUART Clothilde ; **Void-Vacon :** GAUCHER Alain, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt :** LAFROGNE Nicolas

Absents : **Boncourt-sur-Meuse :** LARDÉ Philippe ; **Broussey en Blois :** BELMONT Stéphanie ; **Champougny :** VINCENT Éric ; **Commercy :** DELAMARCHE Carole, GENIN Jessica, MARCHAND Martine, ROCHAT Philippe, SACCHIERO Laëtitia ; **Erneville-Aux-Bois :** FOURNIER Catherine ; **Grimaucourt-Près-Sampigny :** FILLION Jean-Charles ; **Maxey-sur-Vaise :** CARDOT Julien ; **Ménil-La-Horgne :** KAISER Claude ; **Montbras :** MAGRON Philippe ; **Montigny-les-Vaucouleurs :** NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois :** VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand :** SCHMITT Robert ; **Neuville-les-Vaucouleurs :** TIRLICIEN Alain ; **Pont-sur-Meuse :** GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle :** LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin :** POIRSON Éliane ; **Sauvoy :** MASSON Sophie ; **Sorcy-Saint-Martin :** MARTIN Franck ; **KOUDLANSKY Sophie** ; **Taillancourt :** MAZELIN François ; **Vaucouleurs :** DI RISIO Ghislaine ; **Vignot :** MILLOT Nicolas, LECLERC Madeleine, SINAMA POIJOLLE David ; **Villeroy-sur-Méholle :** LAURENT Eddy ; **Void-Vacon :** JOUANNEAU Olivier, THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

SOLTANI Denis de SINAMA POIJOLLE David, FERIOLI Alain de MILLOT Nicolas, HERY Joël de LECLERC Madeleine, BIZARD Michel de FOURNIER Catherine, ROCHON Sylvie de JOUANNEAU Olivier

Secrétaire de séance : ORBION Mathieu

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 55

Nombre de pouvoirs : 5

Nombre de suffrages exprimés : 60

VOTES : Pour : 60 Contre : 0 – Abstention : 0

Objet : Concours de maîtrise d'œuvre pour CTI

28/09/2023 Délibération n° 80-2023

Envoyé en préfecture le 05/10/2023

Reçu en préfecture le 05/10/2023

Publié le

ID : 055-200066157-20230928-80_2023-DE

Le coût estimé de la mission de maîtrise d'œuvre pour le projet de construction du Centre technique intercommunal étant supérieur à 214 000 € HT, la procédure à mettre en œuvre, est celle du concours en application des dispositions du Code de la Commande Publique.

Le déroulement d'un concours de maîtrise d'œuvre consiste dans un premier temps à sélectionner des candidats sur les critères définis dans les documents de la consultation.

La procédure étant restreinte, plusieurs candidats seront ensuite invités par le pouvoir adjudicateur à participer pour proposer un projet (deuxième temps).

Vu la proposition du Bureau de fixer ce nombre à 3.

Une prime sera allouée aux participants qui remettront des prestations conformes au règlement du concours. Le montant de la prime est librement défini par la CC CVV et est indiqué dans les documents de la consultation.

Vu la proposition du Bureau de la fixer à 3 000 € TTC par équipe.

Cette procédure de concours nécessite la création d'un jury constitué d'Elus (CAO) et d'au moins un tiers de personnes possédant la qualification professionnelle exigée pour participer au concours.

a) Les personnes qualifiées du jury

Concernant les personnes qualifiées du jury, il s'agit de maîtres d'œuvre, d'experts techniques, de personnes ayant des qualifications spécifiques et exerçant à titre libéral.

Si les textes de référence sont précis sur les conditions d'intervention de ces personnes, aucun d'eux n'a prévu le versement d'une indemnité de participation.

Or, il paraît légitime de définir le principe d'une indemnisation notamment au regard des conseils et avis techniques attendus de ces personnalités et du temps consacré y afférent.

Pour ce faire, il est opportun de trouver une assise réglementaire à cette indemnisation. Il est proposé de se référer au rôle et à la rémunération des architectes-conseils et paysagistes-conseils tels qu'en disposent les articles A 614.1 à 614.4 du code de l'urbanisme.

Il est proposé d'indemniser forfaitairement à la demi-journée et à la journée, sur la base du montant fixé à l'article A 614.2 du code de l'urbanisme, soit pour la vacation journalière à un centième du traitement brut annuel soit entre 450 et 500 € pour une vacation journalière.

Ces personnalités qualifiées seront nommées, par arrêté pris par le Président qui présidera le jury.

b) Le collège des élus : les membres de la commission d'appel d'offres

Il est proposé d'élire une commission d'appel d'offres ad hoc pour participer à la composition du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour ce projet.

Les règles d'élection et de composition de la commission d'appel d'offres sont prévues par l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les membres de la commission sont le Président de la CC CVV, président de droit, cinq membres titulaires et cinq membres suppléants.

Après exposé du Président et après avoir délibéré
Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

- **DECIDE** le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre pour la construction du CTI,
- **ARRETE** le nombre des équipes concourantes à trois,

- **DECIDE** d'attribuer à chaque équipe ayant remis des prestations un
- **DECIDE** de la constitution du jury de concours qui sera présidé par
comme suit

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023
Publié le
ID: 055-200066157-20230928-80_2023-DE

• Les membres à voix délibérative de la CC CVV :

- **DECIDE** que ces désignations ne sont pas faites au scrutin secret,
- **SONT ELUS :**

Titulaires

Jean-Michel LANGARD

Olivier GUCKERT

Dominique WAGNER

Alain GAUCHER

Jean-Pierre LIGIER

Suppléants

Sylvie ROCHON

Patrick BARREY

Dominique WENTZ

Bruno LANTERNE

Alain FERIOLI

• Les personnes qualifiées avec voix délibérative:

- un représentant du bureau qui a été établi le programme de l'opération,
 - un représentant du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'environnement (CAUE),
 - un représentant de l'ordre des architectes
- (à défaut de représentant du programmiste et/ou du CAUE, il s'agira de deux représentants de l'ordre des architectes)

- **DONNE** délégation au Président pour arrêter la liste des membres du jury,
- **DECIDE** d'indemniser les personnes qualifiées avec voix délibérative forfaitairement à la demi-journée et à la journée, sur la base du montant fixé à l'article A 614.2 du code de l'urbanisme, soit pour la vacation journalière à un centième du traitement brut annuel soit entre 450 et 500 € pour une vacation journalière.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président

Francis LECLERC



Date de convocation : 20/09/2023

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.